

Christian Unterseh

# UTOPIA





**Christian Unterseh**

# **UTOPIA**

*Récit*

## Préface

Je ne sais comment nommer cet écrit. Ce n'est certainement pas un roman, ce n'est pas un essai ni vraiment une nouvelle. Peut-être un conte ou alors une fable, puisqu'il y a une morale..

Ce texte, appelons-le ainsi, n'est prévu ni pour être édité ni pour être commercialisé. Il fut rédigé en moins de 48 heures et soumis à aucun correcteur académique et nul bêta-lecteur.

Si donc, à l'heure de l'écriture inclusive, vous y dénicher quelques fautes d'orthographe ou de grammaire qui vous insupportent, ne venez pas m'accabler d'opprobre. Adressez directement vos reproches au correcteur Word !

Comme disait Frédéric Dard, J'écris comme on éternue. Ça chatouille, ça gratouille ça titille un certain temps, et d'un coup ça sort ! \*

Bien plus que mes romans habituels, où l'auteur peut se cacher derrière son héros, ce genre de récit court ou le narrateur se livre corps et âme, me semble un exercice beaucoup plus impudique et, quelque part, plus difficile.

\*san-Antonio ne parlait évidemment pas d'éternuement mais d'une « éjections » plus typiquement masculine répondant aux mêmes symptômes.

# I

La nouvelle vient d'être annoncée : Les Français ont votés, à une large majorité, contre le rétablissement de la peine de mort !

Cette nouvelle me soulage car, à partir de demain, je devrai siéger parmi un jury populaire et décider, en mon âme et conscience, du degré de culpabilité d'un grand nombre d'accusés. J'ai été tiré au sort, en compagnie de 49 autres jurés, pour participer, au niveau régional aux innombrables procès devant se tenir un peu partout en France métropolitaine comme ultramarine.

J'aurais pu refuser, bien sûr ! La loi transitoire m'y autorisait. Mais j'ai estimé, après mures réflexion, qu'il était de mon devoir de participer à cet acte historique de l'histoire de la France et, sans doute, de l'humanité.

Comme souvent, lors d'évènements importants, je me souviens très précisément de ce que je faisais, de quel temps il faisait et même des habits que je portais lorsque la nouvelle est tombée.

J'étais dans la cuisine, en train de préparer le repas du soir. Un risotto aux cèpes et aux épinards. Je portais un jogging de « trainage » comme je me plais à appeler ce qui était devenu mon uniforme depuis le début des confinements, couvre-feux et autres restrictions. La nuit était tombée depuis un moment en ce soir hivernal, mais l'on devinait tout de même un ciel plombé de nuages gris, annonciateurs de pluie ou, comme je l'espérais secrètement, de neige.

J'ai toujours aimé la neige...

Je ne me souviens plus, par contre, de la raison pour laquelle la télévision était restée allumée. Nous ne regardions, depuis près de deux ans plus guère que des documentaires et de temps à autre, l'un ou l'autre film culte. Ma femme plutôt de vieilles comédies romantiques et moi d'anciens westerns ou des films comiques. Toujours est-il que mon attention fut attirée par l'annonce d'un flash spécial.

Je me souviens de cette annonce, presque six mois après, quasiment mot pour mot...

En premier lieu, je me suis rué dans le salon dans l'idée d'éteindre la machine à propagande. Je n'avais nulle envie d'entendre parler du dernier variant à la mode, ni des dernières mesures décidées dans le but de stigmatiser d'avantage les personnes refusant de se laisser injecter une troisième dose d'un produit en phase 3 d'essais cliniques.

Oh ! Au début, nous avons joué le jeu, inquiets comme tout le monde, d'un nouveau virus qui allait, selon leurs dires, décimer la population planétaire. Petit à petit, d'incohérences en non-sens, de contradictions en illogismes, nous nous sommes peu à peu éloigné du narratif officiel et, ma femme plutôt du côté subconscient des énergies subtiles et moi-même, plutôt du côté logique et cartésien, avons cherché des réponses ailleurs que dans les médias appartenant tous à des intérêts privés. Nous arrivâmes, tout à fait indépendamment et par des moyens différents, à la même conclusion.

Rien de tout cela n'avait de sens !

Le pire est que rien n'était caché ! Tout était disponible sur des sites on ne peut plus officiels ! Il suffisait d'investir un peu de temps et d'avoir envie de connaître la vérité. (J'ai compris

beaucoup plus tard que, même si la vérité leur éclatait la rétine, beaucoup de gens ne veulent simplement pas la voir)

J'avais déjà la main sur la télécommande afin d'éteindre l'appareil de désinformation lorsqu'un détail m'arrêta. A l'écran ne se trouvait pas l'habituel politicard, porte-parole, scientifique ou journaliste qui, en temps habituel propageaient les messages de l'oligarchie dirigeante.

Un militaire, général d'après les étoiles ornant son képi, se tenait devant ce qui était, à ne pas s'y méprendre, le bureau de l'Elysée.

Plutôt que de couper la télé, j'ai monté le son...

« Françaises Français, chers compatriotes. J'ai une annonce solennelle de la plus haute importance à vous faire ! Ne changez pas de chaîne, nous avons pris le contrôle de toutes les antennes.

Conformément à notre constitution et à la déclaration universelle des droits de l'homme, l'armée vient de prendre le pouvoir dans le but, tel que l'exige notre mission et nos serments, de protéger le peuple et la nation Française de tout ennemi de l'extérieur comme de l'intérieur ! Je me souviens qu'il avait fortement marqué le mot « intérieur »

Il ne s'agit nullement d'un putsch militaire et notre intention n'est pas de diriger le pays. Ni moi ni mon état-major ne briguerons le moindre poste dans le gouvernement à venir, je vous en donne ma parole d'officier. Un conseil national de transition va être mis en place, conformément au droit international, le temps de remettre de l'ordre dans le pays et de redonner, je devrais plutôt dire donner enfin, le pouvoir au peuple. C'est vous et vous seuls qui déciderez, dans un avenir

proche, de votre constitution, du type de gouvernance que vous souhaitez et de la manière de garder le contrôle sur l'avenir dont vous rêvez. A l'heure actuelle ; le gouvernement, une grande partie des parlementaires, le conseil de sécurité sanitaire, les membres du conseil d'état et du conseil constitutionnel, la quasi-totalité des préfets, bon nombre d'officiers et quelques journalistes sont sous les verrous. Ils seront jugés ultérieurement par un jury populaire... Sachez que toutes les décisions que nous allons prendre, dans l'urgence, auront un caractère temporaire et devront être validées, ou abrogées, par toute une série de référendums à venir. C'est vous et vous seuls qui déciderez de votre avenir ! Cette prise de pouvoir, à laquelle nous réfléchissons depuis des années n'a pas été décidée de gaieté de cœur, croyez-le ! Mais cela fait bien trop longtemps que nous assistons, à nos corps défendant, à un glissement inexorable de notre souveraineté nationale, de nos biens, de nos infrastructures, de nos institutions, dans le giron d'individus ou de groupes privés dont le seul intérêt est le profit à tout prix. En tant que défenseurs de la nation, nous ne pouvions rester insensibles plus longtemps à la détresse du peuple que nous avons juré de défendre. N'ayez aucune inquiétude au sujet de votre avenir immédiat. Sauf si vous faites partie des quelques milliardaires qui se sont enrichis de manière éhontée sous prétexte de crise sanitaire sur le compte des générations futures, votre quotidien ne changera pas, ou alors en mieux. Vos épargnes, salaires, retraites, patrimoines, économies, emplois, vous seront garantis (avec une hausse conséquente des salaires et retraites) durant toute la durée du conseil de transition. Ensuite... L'avenir sera entre vos mains !



Françaises, Français, chers compatriotes ! Une ère nouvelle s'ouvre devant notre nation. J'espère sincèrement que vous ferez bon usage du pouvoir qui sera enfin le vôtre, tel que promis par la constitution : Le pouvoir par le peuple pour le peuple !

Je vous annoncerai dès demain les premières mesures décidées par le conseil de transition.

Françaises, Français, vous voilà libres ! A vous de devenir adultes ! »

## II

Plus de six mois se sont écoulés depuis cette annonce fracassante. L'été est à son apogée, le soleil est radieux, la nature exulte, et je me prépare à juger des centaines de personnes accusées de crimes tels que : haute trahison, génocide, crimes contre l'humanité, complicité de génocide, complicité de meurtre, crimes en bande organisée, corruption active ou passive, détournement de fonds publiques, non-assistance à personne en danger...

Je ne peux préjuger de l'avis des autres jurés mais, en ce qui me concerne, je pense que : même si les coupables doivent être indéniablement punis, l'heure n'est pas à la vengeance, mais au pardon. Ne construisons pas notre nouveau monde sur de la haine et un monceau de cadavres ! C'est l'erreur que nous avons déjà commise en 1789 !

D'où mon soulagement de l'annonce disant que la peine de mort n'allait pas être rétablie...

Comme promis, les premières mesures furent annoncées dès le lendemain.

— Toutes les chaînes de télé et tous les journaux seront mis sous tutelle en attendant d'être dirigées par de vrais journalistes. Outre les émissions et films habituels, elles diffuseront toutes, à horaires variables, au minimum 2 heures de débats contradictoires par jour. Ces débats, loin des shows médiatiques habituels, seront équitables, avec le même nombre de participants de chaque « camp » et le même temps de parole. Toutes manipulations, devenues monnaie courante,

telles que les applaudissements du public en faveur des intervenant favorables à la pensée unique et les huées aux opposants seront interdites. Les journalistes, non mis en examen pour « propagande mensongère » prêterons serment de respecter la charte de Munich. « Informer sans déformer ». L'AFP a été dissoute dans la nuit. Les journalistes devons renouer avec leur métier d'investigation plutôt que de répéter, mot à mot, les dépêches d'une agence corrompue jusqu'à la moelle.

— Toute une série de commissions d'enquêtes viennent d'être créées. Elles seront supervisées par les services de renseignements des armées, habituées à trier, traiter, analyser les données les plus complexes. Elles seront composées de scientifiques, d'analystes, de policiers, de détectives, de sociologues et de toute compétence jugée nécessaire. Il s'agit, en première urgence de déterminer, sans l'ombre d'un doute, si les traitements précoces préconisés par bon nombre de chercheurs de renom se seraient révélés efficaces dès le début de l'épidémie. Des résultats de cette enquête dépendront en grande partie les chefs d'inculpations qui seront retenus contre le gouvernement. Incompétence ? Haute trahison ? Génocide ? D'autres commissions enquêteront sur les origines du virus. Naturel ? Fuite accidentelle ? Préméditation ? Les brigades financières enfin, chercheront à déterminer la provenance de l'accroissement de fortune considérable de certains, en pleine crise.

— Une batterie d'informaticiens et de programmeurs sera réunie le plus tôt possible afin de réfléchir à un moyen

d'organiser les référendums multiples à venir avec un maximum de garanties contre la fraude.

— Le premier référendum à venir, dès qu'un système de vote électronique sûr aura été mis en place, concernera la sortie de la France de l'Union Européenne telle qu'elle est aujourd'hui, ainsi que d'autres instances supranationales telles que l'OCDE, l'OTAN, etc. Cette question sera au centre des premiers débats contradictoires télévisés à venir. Pour la première fois de leur histoire récente, ce sont les Français qui décideront, et leur choix sera respecté !

— A compter de ce jour, toutes les mesures « sanitaires » décrétées par le précédent gouvernement sont abrogées. Chaque personne est libre de se faire vacciner ou non, de porter un masque ou non, en fonction de son degré d'anxiété ou d'endoctrinement. Personne ne sera stigmatisé en raison de ses choix de santé personnels. Au vu de la comparaison avec d'autres nations, il nous semble évident que le dernier variant en date représente un danger négligeable et qu'il vaut bien mieux miser sur une immunité collective. Chacun est libre de ses choix, mais l'injection de cette substance expérimentale est interdite aux enfants de moins de 16 ans, jusqu'à preuve formelle de son innocuité ou jusqu'à ce que le peuple souverain en décide autrement. Les médecins généralistes sont autorisés, et vivement encouragés, à exercer leur métier et à soigner les malades par tous traitements qu'ils jugeront, en leur âme et conscience, adaptés.

— Des mesures économiques concernant un revenu universel,

la création d'une monnaie nationale et la réorganisation de notre système de santé seront annoncées bientôt.

### III

Les choses sont allées très vite depuis. Il ne fallut que quelques jours pour prouver, sans l'ombre d'un doute que :  
- Les traitements précoces fonctionnaient depuis le début !  
Toutes les analyses effectuées dans des dizaines de pays refirent surface et furent examinés à la loupe. La conclusion qui s'imposa rapidement, même aux esprits les plus obtus est que : Si l'on avait laissé, dès le début, les médecins, isoler et soigner les malades, le nombre de décès n'aurait pas excédé une année « normale ». Avec pour conséquence inéluctable que les décisions gouvernementales avaient causées sciemment la mort de plusieurs dizaines de millier de personnes, pour la plupart très âgées. Le chef d'inculpation de « génocide » fut donc retenu contre les principaux inculpés.

Je suis égoïstement soulagé de n'avoir pas à me prononcer sur le sort de ces gens-là ! Je ne suis pas sûr que ma résilience résisterait à la haine qu'ils m'inspirent. Fort heureusement, dans ma campagne provinciale nous n'aurons, au pire, que des parlementaires, des préfets, et quelques ex-membres des forces de l'ordre qui risquent une peine de classe 2. Tous les autres ne seront que des corrompus, des profiteurs, des faibles pour qui j'ai envie de faire preuve d'indulgence.

Le premier référendum eu lieu à peine quelques semaines après la prise de pouvoir. Il était urgent de décider de quitter l'union Européenne ou non. Tant que la France serait soumise aux règlements de la commission de Bruxelles, aucune réforme ne serait possible !

Contrairement aux craintes, ou attentes, de certains, les français se passionnèrent pour les débats télévisés qui atteignirent des audiences dont les anciens directeurs, croupissant, dans leur grande majorité en prison, ne pouvaient que rêver. Il semblerait que les citoyens soient ravis que l'état semble s'intéresser à leurs avis et ne les traite plus comme des enfants arriérés. Ils en ressentent une certaine fierté et un grand sens des responsabilités.

Les journalistes ont tenu parole et les débats contradictoires se sont déroulés sans invectives, insultes ou quolibets. Chaque participant, toujours en nombre paritaire pour les « pour » et les « contre » avait un temps de parole égal et plutôt que mépris, furent échangés des arguments concrets et étayés. Cette seule petite différence explique peut-être le succès croissant de ces émissions de discussions politiques...

Bien sûr, les partisans de l'UE ressortirent leur argumentaire habituel, parlant d'un isolement de la France, de son peu de poids sur l'échiquier mondial, du risque d'une nouvelle guerre, du prix exorbitant à payer pour sortir des traités, etc. Les contre arguments ne manquèrent pas non plus. Est-ce que la Suisse est un pays isolé, recroquevillé sur lui-même ? Le poids international de la France, au sein de l'UE est simplement inexistant ou en voie de disparition. C'est Bruxelles qui impose toutes les décisions économiques, stratégiques et géopolitiques. Quant au risque de guerre, personne ne voyait quelle nation Européenne s'attaquerait à une puissance nucléaire... Les plus fervents pro-Européen finirent par admettre qu'aucune réforme ne serait possible sans se libérer au préalable du carcan

bruxellois. De toute façon, il n'était pas question de quitter l'Europe. Il s'agissait de se libérer de « cette » Europe. L'Europe financière. L'Europe des banques, condamnant les peuples à un endettement monstrueux pour des dizaines de générations, au seul profit de quelques milliardaires. Et de l'avis des « frexiteurs », d'autres nations suivront très vite, provoquant l'effondrement inéluctable du château de carte. Plutôt que de coûts, il conviendra alors de discuter de la redistribution des sommes colossales investies pour le seul fonctionnement des institutions Européennes. De toute manière, depuis le référendum de 2005 sur le traité de Rome, refusé par les français et signé, contre l'avis du peuple souverain, par voie parlementaire, la France n'a, juridiquement parlant, plus de gouvernement légal et tous les traités signés après cette date seront jugés nuls et non avenue !



## IV

Les informaticiens n'avaient pas chômé non plus et mis au point un système, le plus sûr possible, permettant le vote électronique. La solution proposée avait pour mérite sa simplicité enfantine : Les votes continueront à être organisés au niveau des communes ou des arrondissements. Un ordinateur, non connecté pour éviter toute possibilité d'infiltrations, attribuera, sur la base des listes électorale, un identifiant unique et un mot de passe complexe à chaque votant. Le numéro d'identification sera composé de 12 chiffres. Les deux premiers identifieront le département, les 4 suivants la commune ou l'arrondissement et les 6 derniers l'utilisateur. Cette forme permettra de faire des statistiques par département et par commune, mais pas d'identifier une personne en particulier. Dès les courriers portant les numéros et le mot de passe individuel imprimés, la liste sera détruite. Les personnes âgées, ou ne disposant pas d'internet, pourront se rendre, munis de leurs courriers, dans les mairies ou bureaux de poste pour exprimer leur avis. Des fraudes resteront toujours possibles. Une personne peut dérober le mot de passe d'une autre, par exemple. Mais elles resteront individuelles et marginales. Nul ne pourra faire voter des morts ou falsifier électroniquement les scrutins.

Sans réelle surprise, les Français votèrent encore plus massivement pour la sortie qu'ils n'avaient voté pour refuser l'entrée.

Bien sûr, quelques manifestations avaient éclatées au lendemain de la prise de pouvoir. Les mécontents dénonçaient un coup d'état, un putsch militaire, une dictature martiale...

Ces mouvements restent autorisés et encadrés sans violence par les forces armées. La seule réponse du gouvernement provisoire était qu'il ne pouvait s'agir d'un coup d'état puisque le pouvoir allait être rendu au peuple dès que possible et, dans tous les cas, avant 1 année.

Pendant ce temps, les conclusions des diverses commissions d'enquêtes, plongèrent une grande partie de la population dans la stupeur. Quand ils apprirent que, par exemple, le simple fait d'obliger les écoliers à pratiquer 3 tests de dépistage en cas de cas-contact avait rapporté des dizaines de milliards d'Euros à une petite poignée de personnes, déjà riche au-delà de toute vergogne. Les moins abrutis commencèrent sérieusement à se poser des questions. Bien sûr les tests étaient réputés « gratuits », mais ils n'étaient gratuits que dans l'immédiat. A raison de 10 millions de test par semaine, l'argent coulait à flot entre la dette publique et les oligarques et les banquiers. La France achetait ces tests, elle ne les obtenait pas gratuitement ! La plupart des gens ne savent pas imaginer ce que représente un milliard. Un million, un milliard... Ce sont de toutes manières des fortunes que nous n'atteindrons jamais ! J'explique souvent cet ordre de grandeur de la manière suivante :

- Imaginez que 1 ne soit pas 1 Euro mais une minute... Si vous posséder 1 million, vous avez 1.9 année. Si vous possédez un milliard vous avez 1902 années ! Entre 2 ans et 2000 ans, la différence ne vous saute-t-elle pas aux yeux, ainsi ?

- Le patrimoine moyen d'un français est de 200 000 Euros. Le Français le plus riche pèse 180 Milliard, soit : 139 jours pour la moyenne des Français et 342'360 ans (plus de 342 siècles) pour le plus riche !

Tout le monde peut comprendre que la fermeture des magasins décuple les bénéfices d'Amazon ou d'Alibaba. Tout le monde comprend que l'impossibilité de payer en liquide décuple les gains de PayPal, Googlepay ou Applepay... Il y a toujours eut des profiteurs de guerre ! Mais comment expliquer qu'un vendeur de produits de luxe puisse plus que quadrupler sa fortune en 2 années de crise planétaire ?

D'autres révélations se succédaient à un rythme effréné. Toutes les ficelles n'avaient encore été tirées, il faudra des années pour cela, mais des comptes off-shore appartenant à des dirigeants ou des leaders d'opinions apparaissaient tous les jours. Les découvertes de conflits d'intérêt et de corruption se multipliaient.

Mais le plus grand choc fut l'annonce, nette et sans équivoque, qu'il existait des traitements connus et éprouvés dont toutes les études honnêtes prouvaient sans l'ombre d'un doute que, utilisés dès l'apparition du virus, la mortalité aurait pu être ramenée à celle d'une simple grippe saisonnière et que, si l'on avait fait ce que la médecine fait depuis toujours, isoler et soigner les malades, nous aurions acquis très vite une immunité collective naturelle et les « variants » n'auraient jamais existés. Bien sûr, cette façon de faire aurait privé quelques dizaines de personnes de centaines de milliards de bénéfice ! Chacun peut aisément faire une recherche et un calcul simple, en comparant la fortune (chiffres publiques) des 60 personnes les plus riches de la planète entre 2019 et 2022. Leurs fortune personnelle s'est accrue, au total, de plus de mille milliard de Dollars en 2 années de crise planétaire ! Ces chiffres sont

tellement vertigineux qu'il devient inutile de chercher plus loin  
« à qui profite le crime »

Tous ceux ayant perdu un parent, laissé sans soins et sans réconfort dans un EHPAD. Tous ceux, nombreux, ayant perdu un proche, un ami, une connaissance, prirent conscience qu'il s'agissait purement et simplement de meurtres crapuleux à but (très) lucratif.

Ces gens-là, plus nombreux de jour en jour, au fur et à mesure qu'ils arrivaient à intégrer toute l'horreur de la vérité, réclamaient des têtes !

Là encore des manifestations éclatèrent un peu partout, réclamant le retour de la guillotine...

Les enquêteurs avaient remarqué très vite que le plus gros du travail avait été fait depuis longtemps par des dizaines de milliers de chercheurs, de professeurs, de journalistes, de lanceur d'alertes d'analystes et de simples citoyens. Cela expliquait l'avancée rapide de leurs travaux. Leur tâche principale était d'analyser les données disponibles, d'éliminer les élucubrations de quelques illuminés fanatiques et exaltés, et de vérifier, sourcer, croiser et corroborer les informations restantes.

Et dire que tout était connu et publié depuis tellement longtemps ! La vérité aurait dû éclater depuis des mois et des mois, sauvant ainsi plusieurs dizaines de milliers de vies ! Un nouveau chef d'inculpation, passible d'une peine de catégorie 1 fut ajouté :

- Mise en danger de la vie d'autrui par divulgation d'informations trompeuses et occultation volontaire d'avis contraires à la doxa. Ce chef d'inculpation équivaut à complicité active de crime contre l'humanité.

## V

Parallèlement, des groupes de « citoyens constituant » locaux peaufinaient ce qui allait devenir la nouvelle constitution Française, après adoption par référendum. Le travail avait déjà énormément progressé bien avant la crise pseudo-sanitaire grâce à l'impulsion d'un homme qui se battait pour une constitution équitable depuis des années. Il avait constaté, avec une lucidité clairvoyante que, depuis plus de 40 ans, ce que nous appelons « démocratie » n'était plus qu'un leurre, une coquille vide, un mot privé de son sens. Demos Kratos : Le pouvoir au peuple ! Certes, la démocratie représentative, dans laquelle le peuple élit des représentants pour siéger à sa place est incontournable. Chaque citoyen n'a pas envie de se prononcer, chaque jour, sur n'importe quel aspect de la vie publique. Le problème de fond vient du fait qu'une fois l'acte démocratique l'élire un représentant achevé, le citoyen n'a plus aucun pouvoir jusqu'à la prochaine échéance électorale. Il paraît évident aujourd'hui, à l'heure des médias tout-puissants, appartenant à des intérêts privés, que tout candidat non soutenus par l'oligarchie n'a pas la moindre chance d'être élu. Il ne s'agit donc plus de candidats du peuple, mais bel et bien des candidats de l'oligarchie mondialiste. Nos élus doivent allégeance à ceux qui les ont fait élire et non au peuple qui les a élus. Partant de là, on peut en déduire que la quasi-totalité de nos élus, passés, présents et à venir sont corrompus ! Et personne ne peut rien y changer !

Logiquement, la constitution était prévue pour protéger le

peuple des abus de ses dirigeants. Dans l'esprit de la constitution, celle-ci se place au-dessus des lois et des décrets et sert de garde-fous contre des élus malhonnêtes, n'œuvrant pas dans l'intérêt de la nation et du peuple mais dans leurs intérêts personnels et, mécaniquement, dans l'intérêt de leurs mécènes.

Sauf que, dans la plupart des démocraties modernes la constitution est écrite, modifiée, dénaturée par les dirigeants. «Lorsque les règles destinées à encadrer les dirigeants sont écrites par les dirigeants eux-mêmes, c'est la fin de toute démocratie » !

Lorsque l'institution chargée de veiller au bon respect de la constitution et du respect de la déclaration universelle des droits de l'homme est, elle-même, composée de politiciens corrompus, dont le président est toujours encore inculpé dans l'affaire du sang contaminé et empêtrés jusqu'au cou dans de multiples conflits d'intérêt, et que tout ce beau monde est nommé par le chef de l'état, il n'y a plus aucune limite aux pouvoirs de ce dernier.

La nouvelle constitution prenait forme rapidement. Elle garderait l'essentiel de la constitution originelle, qui était, en définitive, très bien pensée. (Le problème principal étant qu'elle était continuellement bafouée et que le peuple qu'elle était censé protéger n'avait aucun moyen légal de s'y opposer). Le peuple continuera à exercer sa souveraineté aux travers de représentant élus mais gardera, à tout moment, le pouvoir de révoquer n'importe quel élu, jusqu'au président, en cas de manquement grave à son mandat. Le peuple pourra, à tout moment, proposer l'adoption d'une nouvelle loi ou

l'abrogation d'une ancienne par un référendum d'initiative citoyenne. La justice, ainsi que les organes de contrôles (conseil d'état, conseil constitutionnel, etc.) seront totalement et réellement indépendantes du pouvoir et composés de citoyens désignés par tirage au sort, conseillé par des juristes et des constitutionnalistes.

L'humain et plus encore, la vie sous toutes ses formes, sera placé au centre de toute décision, scientifique, politique ou industrielle. « Primum non nocere », d'abord ne pas nuire, célèbre partie du serment d'Hippocrate, sera partie intégrante de la constitution. Les travaux des groupes continuant n'avaient rien de secrets et tout un chacun pouvait les consulter, ou donner son avis, au fur et à mesure de l'avancement du texte. Le simple intitulé du document donna lieu à des discussions animés. Il paraissait admis que la nouvelle entité à créer ne s'appellera pas « la sixième république » les gens en avaient assez de la république et de ses trahison ! Beaucoup proposèrent « la première biocratie » Le pouvoir au vivant ! L'idée était belle mais sémantiquement intenable. Qui voudrait donner le pouvoir à une libellule, un pétunia ou une moule ? La phrase contenue dans le préambule de la nouvelle constitution plaçant le vivant au centre des intérêts, à la place occupée aujourd'hui par le profit et l'argent, suffit à calmer les plus écologistes.

Nous deviendrons donc, très bientôt :

La première démocratie !

Il va sans dire que le train de vie pharaonique des élus fut drastiquement réduit. A l'avenir, le défraiement d'un parlementaire équivaldrait à un salaire de cadre supérieur et



celui d'un ministre à celui d'un cadre dirigeant. Ce ne sera plus l'appât du gain mais bien l'envie de servir son pays qui motivera les futurs candidats. Chaque élu sera d'ailleurs contrôlé en permanence par un comité de salut public tiré au sort parmi les volontaires. Tout manquement au mandat confié à lui par le peuple fera l'objet d'un examen approfondi par le conseil d'état. Les voyages en jets privés, les festins dans des restaurants étoilés appartiennent au passé. La chancelière Allemande ainsi que bon nombre d'élus scandinaves voyagent en train depuis toujours... Les quelques ministres et la centaine de parlementaires qui n'attendaient pas leurs procès en prison, furent ravis d'accepter ces nouvelles conditions.

Il était plus que temps que les « représentants » reprennent conscience qu'ils ne sont que des représentants et en aucun cas des dirigeants ! Le seul dirigeant d'une véritable démocratie étant le peuple souverain.

## VI

Les réformes, menées toutes de front, allaient bon train et les premières élections de la première démocratie Française étaient prévues pour le mois de novembre, soit, à peine neuf mois après la prise de pouvoir. Déjà, des voix se faisaient entendre, suppliant « le général » comme le peuple l'appelait affectueusement, peut être en souvenir du dernier homme honnête ayant exercé la fonction, d'être candidat aux élections. Celui-ci coupa court aux suppliques et aux rumeurs en rappelant qu'il avait donné sa parole d'officier et qu'il était hors de question qu'il ne revienne sur son serment.

Parmi les bouleversements opérés, certains eurent un impact immédiat et bénéfique sur le bien-être de la population. L'instauration d'un revenu minimum universel, remplaçant toutes les aides (RSA, allocations chômage, allocations handicap, etc. vint booster l'économie.

Les planches à billets de l'imprimerie nationale se mirent à imprimer des néo-francs (très vite appelés « Néo », peut être en hommage au héros de Matrix). Cette monnaie devait, dans un premier temps, servir de « monnaie locale » comme il en existe déjà dans certaines régions, utilisable au niveau national. Elle ne pourrait être convertie en aucune devise, pas même en Euros, et devait faciliter et encourager le commerce local. Une partie des salaires, rentes, et revenus universels étaient déjà payés en Néos. Tous les commerces étaient tenus de les accepter.

Le système de santé était en bonne voie de profond remaniement. Des lits furent créés en urgence, des hôpitaux fermés rouverts. Le personnel soignant mis à pied fut bien sûr immédiatement réintégré et le closus nombreux, limitant le nombre de médecins formés chaque année aboli. Les hôpitaux seront dirigés par des médecins et non plus une armée de gestionnaires. La pléthore de personnel administratif sera, petit à petit remplacée par du personnel soignant. L'hôpital reviendra à sa mission première : Soigner ! Toute notion de rentabilité sera secondaire et toute notion de profit abolie. La réforme de la sécurité sociale demandera un peu plus de temps. L'idée générale était de supprimer les « mutuelles » qui n'avaient de mutuelles plus que le nom et n'étaient, en fait, rien d'autre que des assurances privées avec le profit comme unique objectif, pour être remplacées par une prise en charge totale par la sécurité sociale. Le financement sera assuré, comme aujourd'hui par les cotisations, grandement facilité par l'arrêt brutal de la fraude à la carte vitale et autres tourisme médical coûtant chaque année plusieurs milliards d'Euro. Le problème de l'immigration fut attaqué par la bande. Toute personne était la bienvenue en France pour y vivre et y travailler mais, si elle n'a jamais travaillé ni cotisé, ne pouvait prétendre à aucune aide, indemnité, ou allocation. Cette méthode, pratiquée depuis longtemps par le Portugal ou la Suisse mit fin instantanément à l'arrivée massive de réfugiés.

La fin de l'insécurité latente subie par notre pays depuis des lustres ne fut pas étrangère au sentiment, de plus en plus largement répandu, de « mieux-être » ressenti par les français. Les zones de non droit avaient été éradiquées en quelques jours. Plutôt que des Karchers, préconisés par un ex-président,

actuellement à l'étranger mais sous mandat d'arrêt international, le gouvernement transitoire envoya l'armée remettre de l'ordre dans les quartiers. Les quelques Caïds qui osèrent s'attaquer aux militaires à coup de fusils d'assauts le regrettèrent amèrement. La criminalité était tombée à un niveau historiquement bas. Petit à petit les forces de l'ordre, (gendarmes et policiers) chargées de la mission régaliennne de sécurité intérieure, remplaceraient les militaires dans les rues et les quartiers. Désormais à l'abri de directives contradictoires, illogiques et contraires à la constitution, munis de règles d'engagements clairs et compréhensibles, ils assureront leur mission de protection de la population avec fermeté et bienveillance. Devenus respectables ils seront rapidement respectés et admirés par le peuple.

Ma femme, sorcière à ses heures, me dit que l'énergie est en train de changer, de devenir plus lumineuse. Que l'humanité est en passe d'atteindre un nouveau plan vibratoire...

Même les « gens du voyage », du moins ceux qui étaient restés en France, occupaient sagement les emplacements qui leur étaient alloués. Les derniers réfractaires qui avaient brisé des clôtures pour s'installer sur des espaces publics ou privés s'étaient vu confisquer leurs biens à hauteur des dégâts commis. L'arrivée des bulldozers finit par convaincre les plus acharnés.

Au jour d'aujourd'hui, les français pouvaient s'absenter quelques jours de chez eux, sans craindre d'en être réduit à dormir dans leur voiture à leur retour, parce-que quelques

clandestins, protégés par la préfecture, avaient élu domicile chez eux.

Toutes ces réformes, et bien d'autres, étaient annoncées comme temporaires. Charge au gouvernement prochainement élu de les pérenniser ou abroger par voie référendaire. Les français auront encore à se prononcer sur beaucoup de points dans les mois à venir ! Mais c'était là le prix à payer pour devenir des citoyens adultes. Tout traité international important, devant, selon la constitution, être approuvé par le peuple, il a été prévu une session bisannuelle de référendum à questions multiples. Ces journées pourraient éventuellement être déclarées fériées afin d'encourager une très forte participation.

Le dernier référendum en date, concernant le rétablissement de la peine de mort, demandée à corps et à cris par une bonne partie de la population, déclencha les passions. La participation au vote a atteint des proportions jamais vues depuis l'invention du référendum. Et le résultat, que j'attendais impatientement à titre personnel, tendrait à prouver que les français ne sont pas les abrutis immatures, avides de sang, que suggéraient, hier encore, les partisans d'un régime totalitaire. Le résultat du scrutin ayant été unanimement prédit par tous les sondages, il avait été imaginé, tant pour calmer les plus vindicatifs que pour exercer une justice nécessaire mais graduée de définir 5 degrés de culpabilité. Sachant pertinemment que les véritables instigateurs de l'hécatombe en cours se situaient bien au-dessus de la tête de l'état, le degré 1 de culpabilité, le plus grave, fut défini comme suit :

Promotion intensive et participation active à un crime contre

l'humanité.

La condamnation maximale pouvant être prononcée était une peine incompressible aux travaux forcés à perpétuité ainsi que la saisie de tous les biens du condamné. Les criminels participeront ainsi, par leurs avoirs et leur sueur, au remboursement du préjudice infligé.

Le degré 5, le plus bas niveau de culpabilité concernait les « petits » collabos, agissant plus par peur et par mimétisme que par cupidité ou intention de nuire. Ils représenteraient sans doute une grande majorité des cas dont j'aurais à débattre. Ceux-là ne risquent guère qu'une amende, quelques jours de TIG et une peine avec sursis associée à une mise à l'épreuve. Demain...

Le procès exceptionnel, véritable Nuremberg 2, se déroulera, pour mon département, à Colmar. Vu le nombre de cas à traiter, deux salles d'audiences seront mobilisées simultanément. Chaque salle aura 25 jurés, tels que moi et 5 juges. Les jurés auront à se prononcer sur l'innocence ou le degré de culpabilité des prévenus. Les juges devront veiller au respect des lois et de la présomption d'innocence, et auront, à l'unanimité, à prononcer la sentence dans le cadre du degré de culpabilité décidé par le jury.

Signe encourageant : de plus en plus de nations emboitent le pas à la France. La Belgique et l'Italie militairement, quelques pays baltiques et scandinaves par des grèves et des manifestations massives poussant les gouvernements à la démission. Même les Etats-Unis revendiquent en ce moment même, état après état, leur droit à une véritable démocratie ! Il semblerait que l'ère de l'argent, de la possession, du profit était

en train de céder la place à l'ère de l'humain et du vivant. Bientôt, les véritables coupables n'auront plus guère d'endroits où échapper à la justice des hommes ! Il y aura d'autres procès alors...

Quelle sera mon attitude ? Arriverais-je, comme je me le répète sans cesse, à faire preuve de résilience et de bienveillance ? Si je tombe sur une personne ayant dénoncé son voisin pour non-respect du couvre-feu, aurais-je la force de faire preuve de clémence ? Et surtout ; si je tombe sur une présidente d'ARS ou sur un journaliste particulièrement virulent dans la stigmatisation des non-vaccinés. Résisterais-je à l'envie de plaider pour la peine maximale ? De réclamer une condamnation de niveau 1 ? Ces interrogations m'angoissent et m'empêchent de dormir. Quel genre d'humain serais-je ?

Demain !

## VI

Demain !

Je me réveille à ces mots.

Je mets un long moment à revenir dans le monde réel. Un long moment à réaliser que demain, je ne jugerai pas de coupables. Demain, je chercherai, comme presque tous les jours, à trouver une âme charitable daignant aller me faire quelques courses alimentaires. Ayant refusé la troisième et la quatrième dose du produit expérimental auquel sont abonné la majorité des français, mon épouse et moi ne sommes plus autorisés à fréquenter les lieux publics, magasins alimentaires inclus. De plus, comme nous ne sommes plus considérés comme citoyens français, nos allocations ont été supprimées et nous subsistons sur nos maigres économies et un peu de solidarité pas encore totalement disparue.

Je suis éveillé, et pourtant j'ai l'impression de me trouver encore dans les pages du roman de Georges Orwell. Si je m'en accommode à titre personnel, je ne veux pas de ce monde pour mes enfants ! Je ne veux pas qu'ils deviennent du bétail humain.

Je suis éveillé dans un monde où beaucoup de mes compatriotes dorment, les yeux grand ouverts, devant les médias.

Beaucoup se demandent comment les Allemands, il y a très peu de temps finalement, avaient pu laisser s'installer la ségrégation, la politique du bouc émissaire et pour finir, l'horreur des camps de concentrations.



Comment la population a-t-elle pu laisser arriver une telle abomination ?

A ceux-là je réponds : Réveillez-vous ! C'est en train de se reproduire sous vos yeux, à l'échelle mondiale cette fois-ci, et vous ne faites rien !

Un tiers de la population approuve les mesures punitives prononcées contre une partie de la population, innocente de tout crime. (Cela ne vous rappelle-t-il pas une autre période sombre de l'histoire de France ?)

Un autre tiers ne veut surtout pas savoir la vérité et ne se prononce pas : -Laissez-moi dormir tranquille, tout cela ne m'intéresse pas !

Tous mes espoirs reposent sur le troisième tiers ! Mais même parmi eux, ceux qui savent, ceux qui se souviennent, le danger ne semble pas assez grave pour oublier leurs petites divergences pour se focaliser sur ce qui les rassemble et sur l'imminence du « grand reset », ardemment souhaité par l'élite mondialiste.

Ou alors...

Comme dans mon rêve...

Peut-être que l'armée se souviendra de sa mission de protection de la nation et du peuple...

Demain, j'irais en forêt, essayer de trouver quelques champignons...

Peut-être un peu de bois de chauffage pour l'hiver prochain...

Demain...

Demain sera...

Demain sera peut-être

Demain sera...

Ce que nous en ferons !!

En tous cas, ce fut un joli rêve !

## Postface

Heureux les simples d'esprit !

Cette sentence, qui peut paraître péjorative et moqueuse, traduit parfaitement mon état d'âme !

Quelqu'un, debout devant une colonne grise et rugueuse, s'entendant répéter à longueur de journée : « c'est un tronc d'arbre » croira sincèrement qu'il s'agit d'un tronc d'arbre ! Mais s'il prend un tout petit peu de recul, il verra l'éléphant dans son entier ! Une fois vu, on aura beau lui remettre le nez sur le tronc d'arbre, il n'oubliera jamais qu'il s'agit de la patte de l'éléphant !

Le cochon « éveillé » dans le camion les conduisant, lui et ses congénères à l'abattoir, est-il plus heureux que ses amis porcins qui s'imaginent partir en excursion à la campagne ? Et si ce cochon, sachant non seulement où le conduit le camion était conscient qu'il n'a aucune chance de s'échapper, n'envierait-il pas ses congénères confiants et béat ?

Heureux les simple d'esprit ?

Je le crois sincèrement ! La lucidité est, dans le monde actuel, un fardeau terrible !

Hélas... Une fois que l'on a vu l'éléphant...

Fin